

Paris, le 19 décembre 2012

### Communiqué de presse

#### **L'assurance agricole peut contribuer à sécuriser les investissements dans l'agriculture, renforcer la sécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté**

*Lors du colloque Assurer la production agricole. Comment faire des systèmes assurantiels des outils de développement ?, organisé par la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) et l'association Pluriagri, le 18 décembre à Paris, de nombreux experts de différents pays ont confronté leurs expériences sur les assurances mises en œuvre pour prémunir les agriculteurs contre les dommages liés aux aléas climatiques et à la mortalité du bétail. Ces assurances existent déjà, à grande échelle, dans les pays développés et dans certains pays émergents ; les pays les moins avancés s'y intéressent aussi. Leur succès repose sur des partenariats public-privé bien définis et incluant les organisations de producteurs. Pour être pleinement efficaces, les dispositifs assurantiels doivent s'inscrire dans le cadre de politiques agricoles dotées de moyens suffisants, appliquées dans la durée et jouant sur plusieurs leviers pour fournir aux agriculteurs un cadre global de gestion des risques.*

Le colloque, soutenu par le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt et la Fondation Grameen Crédit Agricole, s'est déroulé au centre de conférences du ministère des Affaires étrangères et a réuni plus de 200 participants. Le fil conducteur des débats, tout au long de la journée, a été **le rôle respectif des pouvoirs publics et du secteur privé, y compris les organisations de producteurs**, dans la conception, la mise en œuvre et le financement de l'assurance agricole. Si l'expertise et la capacité de gestion des assureurs privés sont de précieux atouts, il est difficile d'envisager une adoption massive de l'assurance par les petits agriculteurs sans une forte implication de l'Etat, sous différentes formes : création d'un cadre légal et juridique, financement des infrastructures (stations météo, satellites...), collecte de données, subvention éventuelle des primes d'assurance. Mais l'assurance agricole n'est pas une panacée ; elle ne constitue qu'un élément de la panoplie des instruments de gestion des risques qu'il convient de mettre à la disposition des agriculteurs. Si elle s'inscrit dans le cadre d'une politique agricole dotée de moyens suffisants et appliquée dans la durée, l'assurance agricole peut contribuer à sécuriser les investissements dans l'agriculture, renforcer la sécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté.

Dans une première session, les experts ont débattu de l'assurance comme outil de politique agricole. Selon **Olivier Mahul**, coordinateur du programme sur l'assurance et le financement des risques à la Banque mondiale, la majorité des pays ont des assurances agricoles, mais celles-ci sont plus ou moins étendues et revêtent des formes très diverses. La tendance est au développement d'assurances indicielles, moins coûteuses, qui indemnisent les agriculteurs non pas en fonction de leurs pertes de rendement individuelles, mais sur la base d'un indice lié au climat (comme la pluviométrie) ou au rendement moyen régional. En Inde, a souligné **Kolli N Rao**, responsable des risques à l'Agriculture Insurance Company of India, l'assurance agricole est implantée depuis longtemps et couvre aujourd'hui 29 millions de producteurs. Elle est fortement soutenue par l'Etat, mais s'est ouverte récemment à des sociétés privées. En revanche, l'assurance agricole est encore balbutiante en Afrique subsaharienne, a noté **Amadou Ndiouga Ndiaye**, directeur général de la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal. Dans un contexte très différent, elle peine à décoller en France, a souligné **Thierry Langreny**, directeur général de Pacifica, filiale de Crédit Agricole SA, qui travaille à la mise au point d'une assurance indicielle pour les fourrages et d'une assurance chiffre d'affaires pour les grandes cultures.

Lors de la seconde session, consacrée aux initiatives privées dans la micro-assurance agricole, **Rose Goslinga**, coordinatrice technique pour la Fondation Syngenta du programme Kilimo Salama au Kenya, a décrit les succès obtenus avec un dispositif d'assurances indicielles géré par téléphones mobiles, impliquant un groupe d'entreprises et soutenu par la Banque mondiale. **Mathieu Dubreuil**, chef du projet Assurance Récolte Sahel mené par PlaNet Guarantee, a présenté l'état d'avancement des assurances indicielles contre la sécheresse au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal. Ce projet est financé par des bailleurs privés et publics, dont la Fondation Grameen Crédit Agricole et l'Agence française de développement. Les assurances indicielles sont moins coûteuses que les assurances sinistres classiques, a relevé **Tharcisse Nkunzimana**, agroéconomiste au Centre commun de recherche de la Commission européenne, mais elles posent un « risque de base », lié au décalage entre la perte de rendement observée au niveau régional et celle subie par l'exploitant. Le risque de base est l'un des principaux freins à l'adoption des assurances indicielles par les agriculteurs.

Une table ronde finale, réunissant **Lionel Guézodjé**, président de l'union de coopératives UCP-Z au Bénin, **Joachim Herbold**, expert en réassurance agricole à Munich Re, et **Francesco Rispoli**, responsable du système de gestion des risques climatiques au FIDA (Fonds international de développement agricole), animée par **Jesús Antón**, spécialiste de la gestion des risques agricoles à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), a permis de préciser les attentes des différents acteurs pour favoriser l'émergence des assurances agricoles et en faire de véritables outils de développement. Le colloque a été clôturé par **Philippe Meunier**, directeur des biens publics mondiaux au Ministère des affaires étrangères.

Contact : [jean-christophe.debar@fondation-farm.org](mailto:jean-christophe.debar@fondation-farm.org)

Les présentations de la conférence sont disponibles sur le site de FARM : [www.fondation-farm.org](http://www.fondation-farm.org)

La Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde est soutenue par

